

# SOULÈVEMENT DES QUARTIERS POPULAIRES : LE SEUL CASSEUR C'EST LE GOUVERNEMENT AU SERVICE EXCLUSIF DU PATRONAT

Le 27 juin 2023, à Nanterre, un jeune homme de 17 ans, Nahel, a été abattu à bout portant par un policier. Les images diffusées, et leur bande sonore, ne laissent aucun doute sur les intentions du meurtrier. Notre Union Départementale tient à présenter ses plus sincères condoléances à la famille de Nahel.

Depuis cet évènement tragique, les quartiers populaires de notre pays, *et au-delà tout le spectre de la résistance* au macronisme fascisant, s'est soulevé face à cette injustice, énième mise à mort dite « légitime » vue d'en haut, et vécue à juste titre comme profondément illégitime par ceux d'en bas.

La révolte en cours n'est pas à proprement parler spontanée : le meurtre de Nahel, qui suit celui de nombreux autres, est le produit d'une politique de répression de plus en plus marquée par la surenchère de l'extrême-droite. Cette répression est quotidienne dans des quartiers où la misère, la précarité et le chômage bouchent catégoriquement l'avenir de la jeunesse. Et quand celle-ci est « racisée », c'est la double peine.

Dans le même temps, le gouvernement, qui n'a aucune volonté de résoudre la crise sociale puisqu'il saccage les droits des travailleurs, prétend faire travailler les misérables au RSA, nous inflige deux ans fermes de force, détruit méthodiquement l'hôpital, ruine sciemment nos services publics et casse notre sécurité sociale, dans le même temps ce gouvernement comme les précédents procède à une grande diversion pour tenter de masquer ses forfaits. Le problème serait le pauvre, l'immigré, l'Arabe, le Noir, le musulman, etc.

Ce discours, repris massivement par des médias de plus en plus achetés par les idées nauséabondes de milliardaires pariant sur le fascisme pour garantir leurs profits, ce discours est entendu par notre classe, celle des travailleurs, et en particulier par celles et ceux d'entre nous qui galèrent dans la précarité, le chômage et l'absence de perspective. Et ce discours fait des dégâts dans des millions d'existences, sans jamais faire la une.

« Bavures » policières, contrôles quotidiens, stigmatisation quotidienne, racisme d'État, et que voulez-vous qu'il advienne ? Aussi sûrement que vous fuiriez si vous aviez un revolver sur la tempe et que celui qui le tient vous promettait de vous tirer une balle dans la tête, toutes les conditions sont réunies pour une révolte généralisée des quartiers populaires.

Comment pouvons-nous, en tant que CGT, appréhender autrement ce qu'il se passe ? Nous qui avons eu droit, comme les Gilets Jaunes, à une répression féroce de nos manifestations et de nos piquets de grève ? Nous qui avons de plus en plus de camarades violentés, gardés à vue, inquiétés, menacés, à la fois par l'appareil d'État et par les milices fascistes ? Nous qui voyons le droit de grève et plus généralement le droit syndical reculer sous les coups de boutoir d'un pouvoir autoritaire ? Existe-t-il un 49.3 pour « mater » les révoltes de nos quartiers ?

Ce qui inquiète le pouvoir politique au service exclusif du patronat, ce ne sont pas nos conditions réelles d'existence, ni nos salaires trop bas, ni nos souffrances au travail, ni le sort de nos anciens dans la misère, ni l'avenir de nos jeunes, ce qui les inquiète c'est la résistance que nous pouvons opposer collectivement à une politique détestée et détestable, autoritaire et fascisante. Les attaques contre la Ligue des Droits de l'Homme et l'association Anticor, la dissolution du collectif « Les soulèvements de la terre » en sont des illustrations inquiétantes et manifestes. Tout est fait pour nous écraser, et c'est ce tout-là qui est à l'origine de la révolte en cours.

Voilà pourquoi notre Union Départementale exige du gouvernement qu'il cesse séance tenante de jeter de l'huile sur les feux qu'il allume. Que cesse ce mépris antidémocratique et que l'extrême-droite soit remise à sa place. Cela passe par une enquête rapide et objective sur la mort de Nahel, par l'abrogation de la loi de 2017 sur la « légitime défense », et par la démission rapide du gouvernement.

Lille, le 29 juin 2023